

## Situation des retraites en Argentine. Quelques éléments.

Notre pays n'a pas été épargné par l'offensive de la classe capitaliste sur les intérêts de la classe ouvrière, que connaissent tous les pays capitalistes.

Le système de retraite est étatique ; fondamentalement entre les mains de l'État national et, dans certains cas, des États provinciaux. Les ressources pour la retraite et les pensions proviennent des travailleurs actifs à travers les cotisations qu'ils versent tout au long de leur vie active, les cotisations de l'État et des employeurs.

Sur 10 travailleurs, 7 sont dans des conditions de travail précaires, qu'elles soient monotaxes ou non enregistrées, dites informelles, une situation qui a un impact négatif sur la collecte des fonds de pension. Il faut ajouter les taux de chômage élevés, qui ont augmenté avec la pandémie et la situation économique récessive qui s'est installée ces dernières années.

Le revenu minimum de retraite se situe à 25 145.-\$ étant que le coût du panier de base d'une personne âgée, dépasse 64 039.-\$ et plus de 70% des retraités et retraitées n'atteignent pas ce seuil de dignité.

Situation aggravée dans les conditions de travail des femmes, soit parce qu'elles perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes tout au long de leur vie active, soit en raison des années passées dans les services de nettoyage et des tâches domestiques non enregistrées, qui les empêchent d'avoir les années de cotisation nécessaires pour accéder à la retraite droit. Bien que la renationalisation du système de retraite, qui dans les années 1990 avait été appropriée par le capital bancaire et financier à travers les Administrateurs des Fonds de Retraite et de Pension (AFJP), ait été une avancée positive, la situation actuelle confirme que l'orientation politique de l'État dépend sur sa composition de classe.

Dans notre pays, l'Etat bourgeois a utilisé les fonds de pension à des fins étrangères à leur origine et à leur destination, notamment pour faire face aux exigences des banques internationales et du FMI qui, pour l'octroi et le refinancement de dettes extérieures illégitimes, illégales et frauduleuses, impose des ajustements et réformes du travail, des retraites et des impôts. L'argumentation des gouvernements en place et de leurs porte-parole intellectuels et des médias parlent d'un manque de moyens, sans prise en charge des politiques

pro-employeur, ce qui a conduit à réduire constamment les cotisations retraite des entreprises et à permettre l'évasion fiscale dont les ressources sont vitales pour le maintien du fonds de pension.

En Argentine, les fonds de pension sont administrés par l'ANSES

(Administration nationale de la sécurité sociale).

L'Anses dispose du Fonds de garantie de durabilité, dont l'objectif est de maintenir la valeur des fonds de pension. Ces fonds ont été utilisés pour financer les dépenses de l'État à travers l'achat de titres publics, y compris le paiement du service de la dette publique auprès des banques nationales et internationales et du FMI.

Ces ressources devraient avoir une autre destination dans leurs investissements, pour financer, par exemple, un modèle de production et de développement en faveur des intérêts populaires.

Du Conseil national de coordination des organismes de retraite et de pension d'Argentine, nous encourageons la création de l'Institut national de protection sociale, une entité de droit public non étatique, pour la direction et l'administration des fonds de pension, avec un conseil d'administration composé de des représentants des / Retraités, des actifs et de l'Etat.

Une proportionnalité de la pension de retraite de 82% mobile avec le travailleur actif.

La Normalisation de notre Travail Social "Institut National des Organisations de Retraités et Retraités", qui est intervenu, ignorant qui devraient être ses responsables légitimes : les représentants des travailleurs et des retraités.